

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 30 avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ITM Logistique Alimentaire International**

Bâtiment 2, ZAC PAN EURO PARC  
84500 Bollène

Références : D-0296-2025  
Code AIOT : 0006413570

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2025 dans l'établissement ITM Logistique Alimentaire International implanté 25 AVENUE LOUIS PASTEUR 84500 BOLLENE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ITM Logistique Alimentaire International
- Bâtiment 2, ZAC PAN EURO PARC 84500 BOLLENE
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ITM Logistique Alimentaire International exploite un entrepôt logistique. Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 1510 et relève du statut SEVESO seuil bas au regard de la règle des cumuls. Le bâtiment principal de 57 362 m<sup>2</sup> est composé de 7 cellules d'environ 600 m<sup>2</sup> chacune et de 4 cellules dédiées au stockage de matières dangereuses. Une aire de stockage extérieur et une zone sous auvent complètent les surfaces dédiées au stockage.

**Thème de l'inspection :** action régionale - perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	sécurité			
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de questionner l'exploitant sur la gestion de son installation en cas de perte d'alimentation électrique et de vérifier les équipements de secours existants. Dans ce cadre, cinq demandes ont été formulées à l'exploitant (plan des réseaux d'alimentation en électricité, moyens de détection d'une éventuelle défaillance électrique, autonomie du groupe électrogène, rapport d'intervention sur les onduleurs et tenue d'un registre d'essais sur le groupe électrogène).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>[...]</p>

**Constats :**

Le site est alimenté en :

- électricité via le réseau électrique géré par Enedis.
- gaz de ville pour le fonctionnement de la chaudière, utilisée uniquement en cas de besoin exceptionnel pour chauffer l'eau du réseau sprinklage (via des aérothermes).

L'exploitant dispose de schémas synoptiques électriques pour les unités composant son installation. En revanche, il n'a pas présenté de plan de masse représentant le réseau électrique dans son ensemble sur son installation.

À date, l'exploitant ne dispose pas de moyens de détection d'une éventuelle défaillance électrique. Toutefois, il a engagé une action corrective visant à s'en équiper. Le 8 avril 2025, la société Fauché, en charge de la maintenance et des travaux électriques, doit venir sur le site faire un chiffrage pour la pose d'un moyen de détection visuel au niveau du groupe électrogène, qui sera éventuellement complété par un report du signal sur le système GTB (gestion technique du bâtiment).

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transféré le dernier échange de courriel du 25 avril avec la société Fauché, confirmant avoir pris en compte la demande et s'engageant à restituer une offre au plus vite.

En cas de rupture de l'alimentation générale publique en électricité, il est prévu que l'activité du site se poursuive. Dans ce cas, le groupe électrogène prend le relais immédiatement pour alimenter en électricité l'ensemble du site, à l'exception de : la climatisation des bureaux, l'éclairage extérieur et les aérothermes.

Il n'est pas engagé de mise en sécurité particulière.

L'exploitant dispose d'un point d'entrée chez son fournisseur d'énergie pour l'interroger sur la durée prévisionnelle d'indisponibilité (numéro de téléphone identifié).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ Il est demandé à l'exploitant d'établir un plan des réseaux d'alimentation en électricité de son installation. Ce plan fera notamment figurer les équipements de secours électriques.

→ Il est demandé à l'exploitant d'équiper son installation de moyens de détection d'une éventuelle défaillance électrique et de le justifier (transmission du bon d'intervention et de photos).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes

**Prescription contrôlée :**

Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

### **Constats :**

Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, en cas de rupture de l'alimentation générale publique en électricité, le groupe électrogène prend le relais immédiatement pour alimenter en électricité l'ensemble du site, à l'exception de : la climatisation des bureaux, l'éclairage extérieur et les aérothermes. De fait, le dispositif de sprinklage de l'entrepôt resterait opérationnel durant cette coupure.

L'exploitant a présenté une fiche réflexe (version du 04/01/2025) relative à la coupure électrique. Ce document écrit indique la procédure à suivre dans cette situation. L'opération principale à réaliser par le responsable technique consiste à aller arrêter les alarmes sonores dans le local sprinklage et à s'assurer que le démarrage en mode batterie est opérationnel.

Une fois l'électricité du réseau public rétablie, une vérification visuelle générale du site est effectuée par le responsable technique avec un focus spécifique au niveau des tableaux électriques.

Le poste de garde présent à l'entrée du site reçoit également l'information d'une perte d'électricité du réseau public. Le personnel affecté à ce poste dispose des contacts à prévenir en cas de coupure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?

**Prescription contrôlée :**

Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.

**Constats :**

Pour palier à une perte d'électricité du réseau public, l'exploitant dispose :

- d'un groupe électrogène (situé à proximité du local sprinklage). Ce dernier comporte une cuve interne d'une capacité de 800 l de GNR et d'une cuve enterrée d'une capacité de 10 000 l de GNR.

Sur la base d'une consommation moyenne théorique estimée à 20 l/heure par l'exploitant, ce dernier estime disposer d'une autonomie supérieure à une semaine.

Lors du contrôle de terrain, le tableau de bord du groupe électrogène indique respectivement les niveaux de remplissage suivants : 540 l et 9 305 l.

L'exploitant précise que le contrat dont il dispose auprès de son prestataire lui permet un ravitaillement de ses cuves sous 48 h maximum.

- de deux locaux onduleurs pour le système informatique : marque Legrand\_ID0 Master d'une autonomie de 2h30 et marque Legrand\_ID1 Slave d'une autonomie de 2h20.

L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance avec le constructeur. Le dernier passage a eu lieu le 01/04/2025 (rapport non consulté en visite). Une intervention est actuellement en cours sur les onduleurs pour le remplacement de fusibles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ Il est demandé à l'exploitant de justifier l'autonomie de l'alimentation électrique de secours de son groupe électrogène sur la base d'une documentation technique à communiquer.

→ Il est demandé à l'exploitant de transmettre une copie du dernier rapport d'intervention réalisée sur les onduleurs.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b>  Maîtrise des procédés.  Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.  Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.  Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.
<b>Constats :</b>  Un test de coupure de l'alimentation générale publique en électricité a été réalisé le 22/03/2025, sur la tranche horaire 17h-18h30, c'est-à-dire hors production, par son prestataire (entreprise Fauché). Le responsable technique indique que le groupe électrogène a démarré, mais n'a pas distribué l'électricité. Le rapport d'essai stipule : disjoncteur alternateur déclenché empêchant la bascule des inverseurs, donc enclenchement du disjoncteur alternateur et reprise. Lors du test le niveau de GNR relevé dans les cuves du groupe électrogène est de 81 %. Le rapport d'essai préconise en conclusion de prévoir la remontée d'alarme sur l'automate du groupe électrogène. Cette préconisation est en cours de prise en compte par l'exploitant, qui a sollicité un devis auprès de son prestataire.  L'exploitant déclare que sur le groupe électrogène, un test mensuel de fonctionnement en charge est réalisé (hors production, les samedi après 17h). À date, ces essais ne sont pas formalisés dans un registre de suivi.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  → Il est demandé à l'exploitant de formaliser les essais réalisés sur le groupe électrogène (registre à renseigner).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois